

What Is the Competition Bureau?

The Competition Bureau (the Bureau) is part of Industry Canada and is headed by the Commissioner of Competition. The Commissioner is responsible for the administration and enforcement of the Competition Act, as well as three statutes concerning the accuracy and adequacy of information provided to consumers the Consumer Packaging and Labelling Act, the Textile Labelling Act and the Precious Metals

What Is the Competition Act?

The Competition Act is a federal law governing business conduct in Canada. It aims to promote competition in the marketplace by stopping anti-competitive practices. Most businesses, both small and large, are governed by this Act, which contains both criminal and civil provisions.

What Is Bid-rigging?

Have you ever wondered why two or more suppliers have submitted identical bids on one or more of

Are you curious as to why a particular supplier always submits the highest bid on your projects and the lowest one on corresponded to projects?

Have you ever wondered why some of your tenders are bid at amounts much higher than the cost

Have you ever questioned why some likely suppliers bid on some projects and not on others?

Are you aware of discussions among your suppliers about pricing or who should win a particular contract?

If you answered "yes" to any of these questions, you may be the victim of bid-rigging, which is a criminal offence under the Competition Act.

Bid-rigging is an agreement where, in response to a call or request for bids or tenders, one or more bidders agree not to submit a bid, or two or more bidders agree to submit bids that have been prearranged among themselves.

Bid-rigging is a serious crime that eliminates competition among your suppliers, increasing your costs and harming your ability to compete. Whether this occurs on government projects or in the private sector, these increased costs are ultimately passed on the bulk of the private sector.

What Are the Possible Penalties?

Bid-rigging is a criminal offence under Canada's Competition Act. Firms and individuals convicted of bid-rigging face fines at the discretion of the court or imprisonment for up to five years.

The offence of bid-rigging is committed only if the parties to the agreement do not make the agreement known to the person requesting the bids or tenders before such bids or tenders are made.

How Does It Work?

While bid-rigging schemes are limited only by the imagination of those involved, there are four common types of agreements that result in a precleated supplier when the contract.

- Cover bidding gives the impression of competitive bidding but, in reality, suppliers agree to submit token bids that are usually too high.
- Bid suppression is an agreement among suppliers either to abstain from bidding or to withdraw bids.

- Bid rotation is a process whereby the preselected supplier submits the lowest bid on a systematic or rotating basis.
- Market division is an agreement among suppliers not to compete in designated geographic regions or for specific customers.

What Should I Do If I Suspect Bid-rigging?

If you suspect you're a victim of bid-rigging or have information about a bid-rigging scheme, contact the Connetition Bureau.

The Bureau conducts its investigations in private and keeps confidential the identity of the source and the information provided. However, if someone has important evidence about an offence under the Competition Act, that person may be asked to testify in court.

How Can I Discourage Bid-rigging?

The Bureau has developed a document called Certificate of Independent Bid Determination for use by persons calling for bids, tenders or quotations. The certificate can deter bid-rigging by requiring bidders to disclose to the person calling for the bids all material facts about any communications and arrangements they have entered into with competitors regarding the tender call. For further information about the certificate, contact the Competition Bureau. The Bureau produces videos and publications on various aspects of the Competition Act, the Consumer Packaging and Labelling Act, the Textile Labelling Act and the Precious Metals Marking Act. To find out more about our videos and publications, contact the Information Centre:

Information Centre Competition Bureau Industry Canada 50 Victoria Street Hull OC K1A 0C9

Toll-free: National Capital Region:

TDD (for hearing impaired): 1-800-642-3844

Fax: (819) 997-0324

(819) 997-0324

1-800-348-5358

(819) 997-4282

E-mail: compbureau@ic.gc.ca Web site: http://competition.ic.gc.ca

This publication is only a guide. It provides basic information about the Competition Bureau and the Competition Act. For further information, you should refer to the full text of the Competition Act or contact the Competition Bureau at one of the numbers listed above.





Qu'est-ce que le Bureau de la concurrence?

Le Bureau de la concurrence (le Bureau) fait partie d'Industrie Canada et est dirigé par le commissaire de la concurrence. Le commissaire est chargé de l'application et de l'administration de la Loi sur la concurrence ainsi que des trois lois régissant l'exactitude et la précision des renseignements fournis aux consommateurs, soit la Loi sur l'emballage et l'Étiquetque des produits de consommation, la loi sur l'étiquetage des textiles et la Loi sur le poinçonmage des cettures étiques des lextiles et la Loi sur le poinçonmage des cettures étiques des lextiles et la Loi sur le poinçonmage des

Qu'est-ce que la Loi sur la concurrence?

La Loi sur la concurrence est une loi fédérale qui régit les affaires au Canada. Elle vise à promouvoir la concurrence sur le marché en mettant fin aux agissements anticoncurrentiels. La plupart de entreprises du Canada, quelle que soit leur taille, sont soumises aux dispositions de la Loi relatives au droit civil ou criminel.

Ou'est-ce que le truquage des offres?

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi deux fournisseurs ou plus présentent des soumissions identiques en réponse à l'un ou plusieurs de vos appels d'offres?

Vous semble-t-il curieux qu'un fournisseur présente toujours la soumission la plus élevée à vos projets, et la plus basse aux projets de quelqu'un d'autre?

Vous arrive-t-il de vous demander pourquoi les soumissions présentées à certains projets sont beaucoup plus élevées que vos estimations préliminaires?

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi certains fournisseurs soumissionnent à certains projets et s'abstiennent de le faire à d'autres?

Avez-vous eu connaissance de discussions où vos fournisseurs s'entendaient sur l'établissement des prix ou sur l'attribution d'un contrat à l'un d'entre eux?

Si vous avez répondu par l'affirmative à l'une ou l'autre de ces questions, vous pourriez être victime d'une infraction criminelle aux termes de la *Loi sur la concurence*—le truquage des offres.

Il y a truquage des offres lorsque, à la suite d'un appel d'offres, une ou plusieurs personnes consentent à ne pas présenter de soumission ou lorsque deux ou plusieurs soumissionnaires s'entendent pour faire des offres dont ils ont décidé entre eux à l'avance.

Le truquage des offres est un délit grave qui tend à supprimer la concurrence entre les fournisseurs, ce qui a pour effet d'accroître vos coûts de production et de nuire à votre capacité concurrentielle. Qu'il s'agisse de projets du secteur public ou privé, c'est la population qui, en fin de compte, fait les frais de cette maioration des coûts.

Quelles sont les peines encourues?

Le truquage des offres constitue une infraction criminelle en vertu de la Lei sur la concurrence du Canada. Les personnes, physiques ou morales, qui sont reconnues coupables de truquage des offres sont passibles d'une amende à la discretion du tribunal ou d'une peine d'emprisonnement maximale de cinq ans.

Il y a truquage des offres seulement si les parties qui concluent l'accord n'avertissent pas la personne qui procède à l'appel d'offres ou demande des soumissions avant que lesdites offres ou soumissions soient présentées.

Quelles formes revêt le truquage des offres?

Tous les moyens imaginables peuvent être utilisés pour truquer les offres, mais quatre sortes d'accords sont couramment employés pour déterminer le soumissionnaire gagnant à l'avance.

 La collusion en matière de soumission donne l'impression que les offres sont concurrentes, mais en réalité, les fournisseurs conviennent de présenter de fausses offres, habituellement trop élevées.

- La suppression de soumission est un accord entre fournisseurs pour s'abstenir de présenter une soumission ou pour la retirer.
- La rotation de soumission est un procédé aux termes duquel un fournisseur choisi à l'avance présente l'offre la plus basse de façon systématique ou en alternance
- Le partage du marché est un accord entre fournisseurs pour ne pas se faire concurrence dans des régions données ou auprès de certains clients.

Que faire si vous croyez être victime de truauage des offres?

Si vous croyez être victime de truquage des offres ou si vous avez des renseignements sur une telle infraction, communiquez avec le Bureau de la concurrence.

Les enquêtes sont privées et le Bureau s'assure que l'identité de la source ainsi que les renseignements fournis restent confidentiels. Toutefois, les personnes qui possèdent des éléments de preuve importants au sujet d'une infraction à la Loi sur la concurrence peuvent être appelées à l'émoigner.

Comment prévenir la pratique du truquage des offres?

Le Bureau a préparé un document initiulé Attestation d'absence de collusion dans l'établisement de soumission pour les personnes qui demandent des soumissions ou des cotes ou font des appels d'offres. Cette attestation peut dissuader la pratique du truquage des offres en exigeant des soumissionnaires qu'ils révelent à la personne qui procéde à l'appel d'offres tous les faits importants à propos d'entretiens ou d'une entente qui auraient eu lieu entre les soumissionnaires au sujet de l'appel d'offres. Pour plus de renseignements au sujet de cette attestation, vous pouvez contacte le Bureau de la concurrence.

Le Bureau de la concurrence produit des vidéos et des publications sur divers aspects de la Loi sur la concurrence, de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, de la Loi sur l'étiquetage des textiles et de la Loi sur le poinçonnage des métaux précieux. Pour en savoir davantage sur ces produits, veuillez vous adresser au Centre des renseiementes.

> Centre des renseignements Bureau de la concurrence Industrie Canada 50, rue Victoria Hull (Québec) K1A 0C9

Numéro sans frais : 1 800 348-5358 Région de la capitale nationale : (819) 997-4282 ATS (pour les malentendants) : 1 800 642-3844

Télécopieur :

(819) 997-0324

Courriel: burconcurrence@ic.gc.ca
Site Web: http://concurrence.ic.gc.ca

Ce dépliant résume le rôle du Bureau de la concurrence et les dispositions de la Loi sur la concurrence. Pour en savoir davantage, veuillez consulter le texte de cette loi ou vous adresser au Bureau de la concurrence, dont les coordonnées feurent ci-dessus.



